

Sociologie de la civilisation moderne

(Fondation de la Ville de Paris)

M. Raymond ARON, membre de l'Institut

(Académie des Sciences morales et politiques), professeur

J'avais donné pour titre au cours de cette année *De la société post-industrielle*. Je me proposais de soumettre à une révision critique les trois livres ou plutôt les trois cours professés vingt ans plus tôt à la Sorbonne : *18 leçons sur la Société industrielle, La lutte de classes, Démocratie et totalitarisme*.

A ce projet, je n'ai consacré que les cinq premières leçons du Cours. En effet, l'expérience m'a bientôt révélé les obstacles auxquels se heurte une tentative d'autocritique. Il va de soi qu'au bout de vingt ans, tous les chiffres, toutes les statistiques reflètent un état dépassé du monde. De plus, sur certains problèmes traités dans le deuxième volume, par exemple la mobilité sociale, les recherches sociologiques ont progressé et tous les chapitres qui traitaient de la mobilité ascensionnelle intergénération auraient dû tenir compte de l'acquis de la science. J'ai renoncé à ce travail qui relève de l'écriture plus que de la parole. En effet, à tort ou à raison, il m'a paru que la comparaison entre les régimes des pays développés, à l'est et à l'ouest de l'Europe, demeurerait pour l'essentiel valable.

Le régime soviétique de 1975 diffère à maints égards de ce même régime tel que je l'analysais en 1955-1956, l'année même où le discours fameux de N. Khrouchtchev libérait la parole et permettait d'étudier scientifiquement des phénomènes, dont la réalité même était niée par une fraction des observateurs et dont l'évocation prêtait à l'accusation de propagande. Il y a vingt ans, je prévoyais une certaine rationalisation économique et politique qui ne toucherait pas aux traits structurels du régime.

Par exemple, les formes extrêmes de la planification centralisée, autoritaire, à la rigueur praticable en une période initiale d'industrialisation, alors

que les responsables se soucient avant tout de produire le plus possible le plus vite possible, deviennent inadaptées aux exigences d'une économie complexe. Mais les réformes de la gestion restent limitées par le dogmatisme idéologique, par la volonté de puissance du parti, par la paralysie bureaucratique, par le faible rendement des exploitations agricoles collectives.

De même, dans l'ordre politique, j'avais tenu pour inconcevable, à court terme (et vingt ans représentent, pour un régime de cette sorte, le court terme) une libéralisation qui comporterait la mise en question de l'idéologie sur laquelle se fonde la légitimité du régime lui-même. Les formes extrêmes du stalinisme ont disparu de la vue ; il n'y a plus l'équivalent de la grande purge. Mais l'idéocratie survit telle quelle, assouplie en ses expressions mais non en son contenu. Ce qui différencie les sociétés industrielles, c'est moins la modalité de la gestion (bien que les économies mixtes de l'Ouest demeurent à maints égards des économies de marché et que les économies soviétiques continuent de refuser le principe même du marché) que la nature de l'Etat ou de la politique. L'Etat, en Occident, neutre et libéral, tolère et organise la compétition de partis ou des idées, il réserve aux individus une marge de liberté et d'initiative. L'Etat, en Union soviétique et dans les pays qui lui sont soumis, se confond avec un parti, avec une doctrine ; il n'accepte ni limites ni contestation. Il combine donc le despotisme bureaucratique avec une sorte de théocratie historique. Il se définit par cette combinaison et ne peut y renoncer sans une conversion que rien n'annonçait et qu'aujourd'hui encore rien n'annonce.

Sur cette voie, j'ai analysé les erreurs de la théorie dite de la convergence que les lecteurs superficiels m'avaient attribuée et que j'avais toujours rejetée. Reconnaître que des sociétés urbanisées et industrialisées, quel que soit leur régime, présentent des traits communs, c'est une proposition banale, on dirait même triviale. En conclure que toutes les sociétés industrialisées tendent à se ressembler ou, plus encore, s'orientent vers un modèle unique, celui du socialisme démocratique, c'est une hypothèse non fondée, qui résulte, dans la meilleure hypothèse, d'une confusion entre le souhaitable et le probable. Au reste, l'hypothèse d'une convergence en un point situé à mi-distance des termes extrêmes n'est qu'une version de la théorie : la convergence avec pour point de rencontre ou les régimes capitalistes ou les régimes soviétiques ne vaudrait pas mieux.

De même, j'ai rapidement écarté la théorie de la société dite post-industrielle. Non que je ne perçoive la plupart des traits par lesquels Daniel Bell caractérise la société qu'il baptise post-industrielle : expansion du secteur des services, proportion croissante de la population employée dans le secteur tertiaire, importance des conglomérats avec leurs ramifications transnationales, le rôle de la science en tant que facteur de production, la croissance

des industries fondées sur la science en même temps que des universités, etc. L'analyse du sociologue américain se rapporte trop précisément aux États-Unis de même que l'analyse d'Alain Touraine à l'expérience française. L'une et l'autre suggèrent que les sociétés industrielles — celles dont les Saint-Simoniens avaient salué la naissance et dont Marx avait cru pressentir l'évolution inévitable — entrent dans une phase nouvelle.

Ni l'un ni l'autre ne rendent plausible la thèse d'un nouveau type de société, moins encore d'un nouveau type que réaliseraient simultanément les sociétés à des degrés très différents de développement, au sens ordinaire ou banal du terme. Européens et Américains continuent de vivre à l'intérieur des sociétés que l'on appellera productivistes ou que l'on continuera d'appeler, comme le faisait Saint-Simon, industrielles. L'erreur cardinale de Saint-Simon, d'Auguste Comte et aussi de Marx, c'est d'avoir opposé système industriel et système militaire : les Saint-Simoniens croyaient que l'homme renoncerait à agir par la force sur ses semblables au fur et à mesure qu'il posséderait une capacité plus grande d'agir sur la nature. Marx, joignant à cette idée la conceptualisation de l'économie anglaise, se représenta la fin de la domination et de l'exploitation de l'homme par l'homme sous une forme utopique : la gestion de l'économie par les producteurs associés, sans marché et sans marchandises. Or, dans toutes les sociétés industrialisées, encore que sous des formes différentes, la puissance de production donne à certains hommes la puissance de dominer leurs semblables.

Le changement décisif, entre 1955 et 1975, il ne s'est pas produit à l'Est de l'Europe, mais à l'Ouest et dans le reste du monde. Le quart de siècle du développement économique le plus rapide que l'humanité ait jamais connu aboutit à une crise générale, dans les faits et dans les esprits : la crise inflationniste, suivie par la récession, la hausse soudaine du prix de l'énergie et, à plus long terme, le doute sur le ravitaillement en matières premières et en nourriture, l'inquiétude sur la conservation du milieu naturel. Après une discussion rapide du concept de société post-industrielle, j'ai consacré les leçons suivantes à la critique de la société industrielle et de l'économie politique — critique dans laquelle s'expriment l'insatisfaction, le malaise qui, à partir des jeunes générations, a progressivement gagné une large partie de l'opinion.

La deuxième partie du cours, des leçons V à X, a donc été consacrée à un exposé et à une discussion des arguments devenus courants contre la croissance, contre l'illusion que les statistiques du P.N.B. constituent une mesure valable du bien-être ou un critère de la qualité d'un régime économique-social. Je me suis efforcé d'analyser l'origine et la signification de l'idéologie de la croissance, l'origine et la signification de la critique actuelle de cette idéologie, à la fois au niveau des théories et au niveau des faits.

A partir de là se posait le problème du diagnostic historique. En 1975, peut-on interpréter l'histoire que nous sommes en train de vivre ? Aurait-on pu, en 1930, saisir la portée et les conséquences de la dépression ? Peut-on, en 1975, saisir les implications multiples, innombrables, de la rencontre de tant de séries, de la coïncidence de tant de troubles et d'interrogations ? Sans prétention à discerner dès maintenant la vérité de l'histoire se faisant, je me suis donné pour tâche la discrimination : discrimination de ce qui est démontré et de ce qui est plausible, discrimination des faits et des préférences, discrimination du souhaitable et du possible, discrimination du court terme et du moyen ou long terme.

Il serait dérisoire de résumer ces études qui se voulaient déjà en elles-mêmes synthétiques. Indiquons simplement quelques idées maîtresses. La croissance a été, au lendemain de la guerre, souhaitable, elle le reste aujourd'hui bien que les circonstances obligent à la concevoir de manière moins simpliste et à ne pas compter sur elle, et sur elle seule, pour résoudre des conflits sociaux. Souhaitable, la croissance demeure possible, au delà de la récession actuelle : rien n'autorise à supposer une mutation radicale des sociétés qui rende impossible le progrès technique et le progrès économique, l'une et l'autre s'exprimant dans les statistiques du P.N.B. sans pour autant se réduire à un accroissement du volume des biens et des services. Il est bon de rappeler que l'enrichissement de la collectivité ne suffit pas à éliminer ni même à réduire substantiellement les inégalités. Il serait fâcheux de substituer à la représentation idéalytique de l'homme économique en quête du maximum de satisfaction, la représentation encore plus déplaisante de l'homme envieux dont la satisfaction diminue si les revenus des autres augmentent plus vite que les siens lors même que les siens augmentent. La quantification des effets négatifs de la croissance, la quantification des indicateurs sociaux demeure encore incertaine, imparfaite. La crise actuelle contribuera à un raffinement des méthodes, favorable à une politique mieux éclairée.

En ce qui concerne la crise de l'inflation et de la récession, le problème majeur que je me suis posé était le suivant : les phénomènes présentent-ils une originalité telle que nous soyons incapables de les appréhender avec les schèmes ou les concepts dont nous disposons ? Ou bien la difficulté tient-elle à la conjonction de causes multiples et à la nature même des sciences sociales, chacune construisant un univers conceptuel spécifique qui élimine certaines variables ? Le deuxième terme de l'alternative m'a paru le plus probable. Les économistes parviennent à comprendre le monde présent à condition de tenir compte des variables exogènes, psychologiques ou sociales, qui ne figurent pas dans les théories les plus abstraites.

Parmi les causes de la conjoncture présente la dislocation du système monétaire, du système commercial du dernier quart de siècle apparaît évidente. J'ai donc été amené à sortir du cadre des sociétés industrialisées, capitalistes

ou socialistes, pour m'interroger sur l'ensemble planétaire tel que les études du club de Rome en analysant la structure et le devenir. A l'optimisme de la croissance, qui dominait l'opinion il y a vingt ans, a succédé un millénarisme noir, une vision catastrophique. Le premier rapport du Club de Rome, avec sa caricature de scientificité, a dû son extraordinaire succès à un état d'esprit qu'il a justifié et qui lui préexistait.

Là encore, je me suis donné pour objet la discrimination, qu'il s'agisse de la population, de la pollution ou de la nourriture. Certains des problèmes posés, par exemple ceux de la pollution, relèvent des sciences de la nature et les spécialistes ne s'accordent ni sur l'analyse des maux ni sur la thérapeutique ni sur le coût du traitement. Les données relatives au nombre des hommes, à la répartition de l'espèce humaine à travers la planète ne prête qu'à des contestations secondaires. En revanche, les perspectives relatives au nombre et à la nourriture soulèvent les passions. Que l'on envisage l'alimentation de l'espèce humaine comme si cette dernière constituait une unité et, du coup, les sociétés occidentales, développées, riches, deviennent des cannibales tant est élevé le nombre de calories que consomme le citoyen de l'Europe ou des Etats-Unis, calories qui manquent aux foules du Sud-Est asiatique.

L'étude de la population et de son devenir, dans les diverses parties du monde, relève à la fois de l'histoire, de la sociologie, de la philosophie. Il faut insérer la situation présente dans le cadre de l'histoire quantitative sérielle pour en prendre une vue exacte. Il faut chercher les rapports entre le taux de fécondité et les circonstances économiques, sociales et morales, pour donner à la démographie et à la prospective démographique ses dimensions exactes. Il faut enfin se référer aux plus vieilles croyances religieuses, aux valeurs ultimes de l'existence pour comprendre les passions que soulèvent les divers procédés de régulation des naissances. Conjoncture sans précédent : dans toute l'Europe, capitaliste et socialiste, aux Etats-Unis, le taux de fécondité s'effondre et, en plusieurs pays, il est déjà tombé au-dessous de l'unité. Simultanément, les peuples menacés de dépopulation à moyen terme, semblent tentés par le nouvel évangile de la croissance zéro (aussi bien démographique qu'économique). Là où la régulation volontaire des naissances répondrait à une nécessité pressante, elle semble impossible ; là où les couples eux-mêmes se chargent de cette régulation, celle-ci risque de conduire à la dépopulation.

Par ce biais, ma recherche se déplaça de la conjoncture planétaire à la diversité des conjonctures régionales, du premier au deuxième rapport de Rome, de l'unité de l'espèce humaine à l'inégalité entre les nations. La dernière partie du cours fut consacrée à ce que l'on baptise tantôt sous-développement et tantôt pauvreté du tiers monde. Elle comporta d'abord une analyse des concepts et des idées les plus couramment utilisés en cette matière et ensuite

non une théorie de remplacement mais une série de points d'interrogation. Peut-on parler raisonnablement de tiers monde en y englobant à la fois la plus vieille civilisation de l'histoire, l'empire chinois, et les populations tribales de l'Afrique, qui utilisent, dans l'écriture, les langues des colonisateurs ? Peut-on imaginer une doctrine de développement valable pour des pays aussi différents ? Quelle efficacité peut-on attribuer à l'aide extérieure ? Dans quelle mesure, l'aide, donnée par le pays supposé riche au pays pauvre, n'est-elle pas prélevée davantage sur les pauvres des pays riches que sur les riches de ces mêmes pays ? La théorie conventionnelle de la planification nécessaire au développement est-elle confirmée par l'expérience ?

Cette dernière partie conduisait à une vision historique. Le mode sociologique de pensée oppose les degrés de développement, des types de société. Pour comprendre la conjoncture actuelle, il faut la situer dans le temps, discerner l'aboutissement provisoire du double mouvement d'expansion européenne et de repli. C'est par rapport aux pays de civilisation européenne que se définissent aujourd'hui les autres civilisations puisque la Chine elle-même se réclame d'une idéologie essentiellement européenne. Les dernières leçons passaient progressivement d'une interprétation sociologique, telle que les organisations internationales l'ont répandue, à une interprétation historique. L'enjeu historique, encore aujourd'hui majeur, de notre époque, c'est l'alternative des sociétés industrielles libérales et des sociétés industrielles despotiques. Les unes et les autres, en Europe, ont atteint un haut degré de développement et, en ce sens, elles ont des intérêts communs face aux sociétés à peine entrées dans la carrière industrielle. Mais l'opposition Nord-Sud, comme on dit, ne succède pas à l'opposition Est-Ouest. En ce qui concerne l'essence de notre civilisation, c'est en Europe que se joue la partie décisive : laquelle des deux parties de l'Europe finira par convertir ou dominer l'autre en une rivalité dont nul ne saurait prévoir la durée ?

MISSIONS

Chaire Paul-Henri Spaak, à l'Université libre de Bruxelles. Trois conférences les 28, 29 et 30 avril 1975 : *L'Europe face à la crise*.

Institut des Affaires internationales, Téhéran, Iran. Conférence le 19 mai 1975 : *Armes nucléaires et armes classiques dans le monde d'aujourd'hui*.

Conférence à l'Université de Téhéran le 24 mai 1975 : *L'avenir des sociétés industrielles*.

Conférence au Ministère du Plan le 27 mai : *Croissance quantitative et croissance organique*.

PUBLICATIONS

— Colloque à Tokyo organisé par le Yomiuri Shimbun sur le thème *Japan and the World of to morrow*. Exposé : *Today in the Context of History*.

— *La guerre est un caméléon* (*Contrepoint*, n° 16, 1974).

— *Stratégie et dissuasion* (in *Revue de défense nationale*, février 1975).

— *Is multinational citizenship possible* (in *Social Research*).

Sous presse, à paraître, en fin d'année, un ouvrage intitulé *Carl von Clausewitz et la pensée de la guerre* (Editions Gallimard).